

29 Millions pour un PLAN “ZÉRO PORTABLE” : Une goutte d’eau au milieu du chaos !

Pantin, le 21 novembre 2025

Le garde des Sceaux vient d’annoncer un « **Plan Zéro Portable** » dans six établissements pénitentiaires. Encore un plan, encore des millions, encore une communication millimétrée. Et toujours la même réalité : sur le terrain, les personnels continuent de travailler au milieu d’un flot d’objets illicites, remettant en cause leur sécurité quotidienne et celle de nos concitoyens, **que le Ministère et la DAP feignent de découvrir en 2025.**

Drones, projections, téléphones... Rien de tout cela n’a jamais été une surprise pour les agents. Cela fait des années que l’**UFAP UNSa Justice** alerte.

29 millions d’euros... pour 6 établissements, plus d’un milliard nécessaire pour l’ensemble du parc pénitentiaire !

Paris-La Santé, Rennes, Dijon, Arras, Toulon, Toulouse-Seysses. Six établissements, pas un de plus :

- Couverture des cours de promenade,
- Renforcement de la sécurité passive,
- Matériel de détection, vidéosurveillance, concertinas,
- Nouveaux équipements pour la sécurité des agents.

Tant mieux pour ces établissements et **OUI, le renforcement des dispositifs sécuritaires est indispensable.** Mais pour les 180 autres, on fait quoi ? Les personnels attendent, encaissent, subissent. Un plan de sécurisation global, avec une harmonisation sur l’ensemble du territoire hexagonal et d’Outre-mer, aurait été une réponse claire et sans ambiguïté. **C’est un marathon, une course de fond, un état d’urgence pénitentiaire qu’il faut mettre en œuvre !**

Les dispositifs de brouillage des téléphones portables et des drones : indispensables !

Le ministre veut brouiller... très bien mais encore faut-il que tout cela fonctionne ! il faut envoyer un signal fort à la maison pénitentiaire, car sans stratégie globale, le brouillage ne sera qu’un pansement de plus.

Les portiques à ondes millimétriques :

Cinq établissements équipés aujourd’hui, seize annoncés l’an prochain. Du matériel moderne, enfin ! Mais là encore : pourquoi attendre avant de généraliser ce qui permettrait de sécuriser l’ensemble du parc pénitentiaire dès aujourd’hui ?

Un véritable plan d'urgence pénitentiaire s'impose !

Au-delà du matériel indispensable, **nous avons besoin de renforcer l'arsenal législatif et surtout d'un apport massif d'agents pour combattre efficacement ce fléau.**

La loi pénitentiaire de 2009 empêche la systématisation des fouilles à corps des détenus : il faut faire machine arrière et redonner aux personnels les moyens de protéger concrètement nos structures et nos concitoyens.

Quant aux effectifs, l'**UFAP UNSa Justice** rappelle qu'il y a **plus de 4 000 vacances de postes pour l'ensemble des corps et grades ! Un plan de résorption des emplois vacants en urgence est une priorité !** C'est plus de 200 millions d'euros dont nous avons besoin rien que pour cela !

5 000 agressions physiques par an. Des agents blessés, des vies bousculées, des équipes qui serrent les dents. Et pourtant, pas un mot, pas une mesure nouvelle, pas un signal fort de la part du ministre.

Le quotidien des agents ne se résume pas aux téléphones portables : il se mesure en coups, en insultes, en menaces, en risques permanents. Là-dessus : silence radio.

Sans bras, pas de sécurité. Rien, dans les annonces ministérielles, ne répond à l'usure du terrain, à l'épuisement professionnel des équipes, ni à la perte de sens et d'attractivité des métiers.

9 milliards d'euros :

Concernant la surpopulation, 23 000 détenus de trop, **c'est 9 milliards d'euros nécessaires pour construire l'équivalent en places de prison !**

L'**UFAP UNSa Justice** exige une réponse globale, pas un "plan vitrine".

Oui, les investissements matériels sont indispensables. Non, ils ne régleront pas la crise pénitentiaire !

Sans stratégie nationale, avec un budget inédit à la hauteur de la catastrophe pénitentiaire actuelle, pour lutter contre la surpopulation pénale, les projections, les survols de drones ou les intrusions sur les domaines pénitentiaires, sans renfort massif d'effectifs, sans plan réel de lutte contre les violences, sans établissements spécialisés et adaptés aux profils pénaux et carcéraux des détenus, ce « Plan Zéro Portable » restera ce qu'il est : une goutte d'eau sécuritaire au milieu du chaos pénitentiaire !

L'UFAP UNSa Justice portera, partout, la voix des personnels et continuera son combat sans langue de bois !

Le Secrétaire Général,
Alexandre CABY